

COMMUNIQUE
30 janvier 2012

Sarkozy, le président/candidat au service du patronat

Les choix économiques d'austérité de N.Sarkozy, à l'instar de ses homologues européens, vont aggraver la spirale récessive. Non seulement la crise financière de la zone euro n'est pas du tout stabilisée mais pire l'emprise des marchés financiers sur les états continue de plus belle. Et demain, la règle d'or budgétaire voulue par le couple Sarkozy/Merkel centrée sur la réduction des dépenses publiques, alors même que la consommation des ménages et l'investissement des entreprises stagent, ne peut que mener à la récession.

Le modèle allemand, tant vanté par N.Sarkozy, s'est fait sur le dos de la majorité de la classe ouvrière allemande dont les chiffres officiels du chômage occultent une précarité et une pauvreté sans précédent. Le patronat allemand a profité du dumping fiscal et social d'une Europe libérale construite sur le dos des peuples.

La confirmation par N.Sarkozy de l'augmentation de la TVA et de la fin des 35h par l'instauration d'une super flexibilité par le chantage emploi/salaires, sont des mesures qui vont miner le pouvoir d'achat des ménages et augmenter l'exploitation des salarié-es.

L'exonération des cotisations patronales ce sont 13 milliards transférés sur la collectivité et une augmentation des prix à la clef.

Ce n'est pas l'augmentation de deux point de la CSG sur les revenus financiers et le milliard récolté par la taxation des transactions financières qui contrebalanceront le détournement des richesses produites par les salariés au profit des actionnaires, comme les 44,6 milliards distribués en 2011.

Ce n'est pas le petit milliard d'une future banque de l'industrie qui empêchera les grands groupes industriels de continuer à pressurer en cascade les salarié-es des PME pour augmenter leurs marges bénéficiaires.

Quant aux mesures sur le logement, elles n'arrêteront ni la spéculation immobilière et la flambée des loyers, ni la pénurie de logements sociaux.

Le MEDEF peut être satisfait, N.Sarkozy leur laisse le champ libre à des régressions sociales entreprise par entreprise, en détruisant toutes normes collectives protectrices et la durée légale des 35h.

Les classes aisées peuvent dormir tranquilles, le président/candidat continuera à faire payer la crise aux couches populaires et moyennes.

Les salarié-es, les chômeurs, les retraités-es, n'ont pas à faire les frais du désastre économique et social dans le quel nous ont plongé les politiques libérales et les marchés financiers. Il est temps d'unir nos forces et reconstruire des mobilisations sociales pour l'emploi et le pouvoir d'achat.